

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Landesverteidigung
Schlagworte	Militäreinsätze
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Bericht
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Burgos, Elie
Clivaz, Romain
Da Pozzo, François
Junker, Beat
Porcellana, Diane
Schnyder, Sébastien
Schubiger, Maximilian

Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Da Pozzo, François; Junker, Beat; Porcellana, Diane; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Landesverteidigung, Militäreinsätze, Bericht, 1980 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Landesverteidigung und Gesellschaft	1
Militäreinsätze	1
Militärorganisation	4
Ausrüstung und Beschaffung	4

Abkürzungsverzeichnis

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
WEF	World Economic Forum
PISA	Personalinformationssystem der Armee

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
WEF	World Economic Forum
SIPA	Système d'information sur le personnel de l'armée

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Landesverteidigung und Gesellschaft

BERICHT
DATUM: 23.06.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil fédéral a finalement publié son **rapport sur la politique de sécurité**. Ce dernier table consensuellement sur la continuité de la politique en place mais sans ligne politique claire. La défense du pays consiste toujours à protéger la capacité d'agir, l'autodétermination et l'intégrité de la Suisse, de sa population et de ses conditions d'existence, et de contribuer à la stabilité en dehors de ses frontières. L'évaluation de la menace n'a pas changé et cible les catastrophes naturelles et industrielles, le terrorisme, l'espionnage et le crime organisé. Le gouvernement a toutefois intégré les menaces de cyberattaque, mais sans proposer de mesures de défense. La menace militaire est considérée comme faible et les ennemis potentiels difficilement identifiables. S'agissant de l'analyse stratégique, la coopération internationale de sécurité a été supprimée au profit de la création d'un réseau national de sécurité et de collaboration avec d'autres Etats. Au niveau international, le gouvernement souhaite augmenter les capacités de l'armée destinées à la promotion de la paix à travers des contributions de plus grande qualité auprès de la communauté internationale. Au niveau national, il introduit des mesures afin de remédier aux problèmes rencontrés dans la gestion des crises de grande envergure tout en rationalisant les coûts. Il propose de la sorte d'optimiser la coopération entre la Confédération, les cantons et les communes et d'améliorer la coordination entre les différents instruments nationaux de sécurité. Le rapport donne encore les lignes directrices du développement, des tâches et des moyens de l'armée sans établir de ligne détaillée. Cette dernière ainsi que les pistes d'adaptations des forces militaires, notamment dans le cadre du remplacement de la flotte aérienne, doivent être présentées dans le rapport sur l'armée. Ainsi, la priorité de l'armée consiste comme par le passé en des engagements d'appui auprès des autorités civiles. Les engagements de surveillance, de protection et de sûreté deviennent par contre subsidiaires. Du reste, si le nombre de militaires vise à être réduit, le système de milice et l'obligation de servir sont maintenus. Une première version du rapport avait été présentée au Conseil fédéral en avril. Elle avait été accompagnée de cinq corapports très critiques émanant d'autres membres du gouvernement. Le Conseil fédéral avait alors demandé des informations complémentaires au DDPS afin de l'améliorer. Le texte avait fait l'objet de fuites et avait été fortement critiqué pour son manque de perspective.¹

Militäreinsätze

BERICHT
DATUM: 29.11.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le Rapport du Conseil fédéral sur l'état et les perspectives de la mise sur pied de structures civiles devant progressivement remplacer les engagements militaires au Kosovo a été soumis au parlement en fin d'année. Ce document n'avait pas pour objectif de justifier l'engagement de la Swisscoy ou d'envisager une prolongation de son mandat. Il s'agissait plutôt d'une **réflexion du gouvernement sur l'évolution de la situation de la province**, d'une présentation des activités de la Suisse (civiles et militaires) et des possibilités et limites du futur engagement de la Swisscoy.²

BERICHT
DATUM: 01.02.2007
ELIE BURGOS

Le DDPS a indiqué en début d'année que l'engagement de l'armée dans le cadre des mesures de sécurité lors du **World Economic Forum (WEF) de Davos (GR)** s'est déroulé sans incident aucun. Un service d'appui en faveur des autorités du canton des Grisons a été fourni entre le 15 et le 29 janvier de l'année sous revue. Sur les 5'000 soldats mis à disposition par la Confédération, seuls 3'400 en moyenne, par jour, ont été engagés.³

BERICHT
DATUM: 08.06.2007
ELIE BURGOS

Le conseiller fédéral Samuel Schmid et la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey ont dû s'expliquer devant la Commission de politique étrangère du Conseil des Etats (CPE-CE) de **l'engagement, de soldats suisses armés pour la protection de l'ambassade de Suisse à Téhéran**. Cet engagement, qui a nécessité 30 soldats sur une période de trois mois environ (pas plus de dix étant toutefois engagés en même temps), aurait dû être ratifié par le parlement lors de la session qui l'a suivi; or, cela n'a pas été le cas. De fait, si la CPS-CE n'a pas critiqué le principe même de cet engagement, elle a reproché au

Conseil fédéral de l'avoir caché au parlement (qui l'a appris par la télévision alémanique). Au mois de juin, le Conseil fédéral a remis au parlement son rapport relatif à cet engagement. Ce dernier a pris acte de ce rapport.⁴

BERICHT
DATUM: 31.01.2008
ELIE BURGOS

Le DDPS a indiqué fin janvier que l'engagement de l'armée dans le cadre des mesures de sécurité lors du **World Economic Forum (WEF) de Davos** (GR) s'est déroulé sans accroc ni incident sérieux. Entre le 14 et le 28 janvier, 3'400 soldats en moyenne ont accompli chaque jour un service d'appui au profit des autorités civiles du canton des Grisons.⁵

BERICHT
DATUM: 05.02.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le DDPS a estimé que l'engagement subsidiaire de sécurité de l'armée lors du **WEF de Davos** (GR) s'est déroulé sans accident ou incident grave en **2009**. L'armée a engagé jusqu'à 4'500 militaires pour 71'044 jours de service du 19 janvier au 5 février dans le service d'appui aux autorités civiles du canton des Grisons. Les coûts pour l'armée ont été estimés à près de 2 millions de francs supplémentaires à ce qu'auraient coûté des cours de répétition ordinaires.⁶

BERICHT
DATUM: 24.10.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le DDPS a estimé que les engagements subsidiaires en service de sûreté et de soutien à l'occasion du **Sommet de la Francophonie** à Montreux et du **World Economic Forum** se sont déroulés sans incidents sérieux. Des maxima de 4'400 et 4'000 militaires ont été engagés respectivement au profit des autorités civiles du canton de Vaud et de celles du canton des Grisons.⁷

BERICHT
DATUM: 30.01.2011
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Auch im Berichtsjahr hat die Armee einen subsidiären Sicherungs- und Unterstützungseinsatz am **Jahrestreffen des World Economic Forums 2011** (WEF) geleistet. Das VBS stellte nach Abschluss des Einsatzes fest, dass dieser ohne gravierende Zwischenfälle erfüllt worden sei. Bis zu 4'000 Angehörige der Armee standen während rund zwei Wochen zu Gunsten der zivilen Behörden im Einsatz.⁸

BERICHT
DATUM: 31.12.2012
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Der **Bericht zur Einsatzbilanz 2012** zeigte auf, dass die Armee auch im Berichtsjahr einen subsidiären Sicherungs- und Unterstützungsauftrag zu Gunsten des 42. Jahrestreffens des World Economic Forum (WEF) 2012 in Davos geleistet hat. Insgesamt wurden 3'950 Angehörige der Armee (AdA) eingesetzt, welche zusammen 51'592 Dienstage geleistet haben. Die Leistung entsprach den Vorjahreswerten. Im Rahmen von „AMBA CENTRO“ wurden 2012 zum Schutz ausländischer Vertretungen in der Schweiz durchschnittlich 164 AdA eingesetzt, welche insgesamt 60'021 Dienstage leisteten. Diese Zunahme um über 7'000 Dienstage gegenüber dem Vorjahr war einer Aufstockung des Kontingents in Zürich geschuldet. Dieser Einsatz wurde per Bundesratsbeschluss bis Ende 2015 verlängert, jedoch mit Auflagen versehen. Bis Ende 2014 dürfen nur noch bis maximal 80 AdA dafür im Einsatz stehen. Die Unterstützung des Grenzwachtkorps erfolgte wiederum im Rahmen der Vereinbarung „LITHOS“, wobei 2012 mit 5'401 Diensttagen über 13 000 Tage weniger geleistet wurden als 2011. Ende 2012 waren noch 12 AdA im Einsatz, was der planmässigen Reduktion entsprach. Per 31.12.2012 wurde der Einsatz LITHOS nach 16 Jahren beendet. Für Flugsicherheitsmassnahmen im Luftverkehr wurden in „TIGER/FOX“ insgesamt 4'660 Dienstage geleistet (2011: 6'200). Dabei standen durchschnittlich 13 AdA im Einsatz. Der Teil „FOX“ (Beurteilung der Sicherheitslage auf bestimmten ausländischen Flughäfen) wurde per Oktober 2012 beendet. Ein neuer Bundesbeschluss ermöglicht eine Einsatzverlängerung im Rahmen des Teils „TIGER“ (Sicherheitsmassnahmen im Luftverkehr) bis Ende 2015, wobei ab 2013 noch maximal 10 AdA eingesetzt werden dürfen. Der Teil FOX wurde fortan von Angehörigen der Polizei- und des Grenzwachtkorps übernommen. Zur **Katastrophenhilfe** wurde 2012 nur ein Einsatz geleistet. Anlässlich eines Waldbrandes in Chamoson (VS) wurden im Rahmen von Löscharbeiten 54 Dienstage geleistet. In sechs weiteren Unterstützungseinsätzen in den Kantonen Bern, Obwalden, Uri und Tessin wurden gut 600 Dienstage erbracht. Diese Hilfsleistungen dienten vorwiegend zur Beseitigung früherer Unwetterschäden. Gut 3'700 Einsatzstage weniger als 2011 wurden damit verzeichnet, was durch das Ausbleiben grösserer Unwetter und Naturereignissen begründet werden kann. Alles in allem wurden von der Armee 2012 in verschiedenen Einsätzen (ohne reguläre Tagesordnung in Rekruten- und anderen, weiterführenden Schulen sowie Wiederholungskurse) 246'614 Dienstage geleistet. Dies entspricht einer

Abnahme von rund 10'000 Diensttagen gegenüber dem Vorjahr.⁹

BERICHT

DATUM: 31.12.2012
MAXIMILIAN SCHUBIGER

102'769 Dienstage wurden 2012 zur militärischen **Friedensförderung** geleistet. Dies entspricht gegenüber 2011 einer Zunahme von 6'000 Diensttagen. Die Zunahme war durch eine Aufstockung des Kontingents SWISSCOY entstanden, welches zum Abbau und der Schliessung des Camps Casablanca eingesetzt worden war. 282 Armeeingehörige standen pro Tag durchschnittlich im Einsatz, wovon 79% der Leistungen auf den SWISSCOY Einsatz im Kosovo entfielen.¹⁰

BERICHT

DATUM: 02.12.2013
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Im Herbst beantragte der Bundesrat dem Parlament, den Einsatz der Schweizer Armee im Assistenzdienst im Ausland zum **Schutz der Schweizer Botschaft in Tripolis** (Libyen) nochmals um zwei Jahre zu verlängern. Die Regierung schätzte die Lage in Libyen nach wie vor als gefährlich ein. Die Erfahrungen aus den bisher geleisteten Einsätzen in den ersten 18 Monaten seien aber positiv. So sollen die Spezialkräfte der Schweizer Armee gemäss Antrag bis 2016 diese Schutzleistungen erfüllen. Finanziell werden diese Einsätze vom VBS (Personal) und EDA (spezifische Ausgaben, Transporte, Unterkünfte, Verpflegung) getragen. Gerechtfertigt wurde das Anliegen mit der Dauer, die für die politische Stabilisierung des Landes und die Verbesserung der Sicherheitslage erforderlich sei. Der Bundesrat räumte aber auch ein, den Einsatz unterbrechen oder beenden zu wollen, wenn es die Situation vor Ablauf der Frist ermögliche. Im Parlament war die Vorlage unumstritten. Ein Rückweisungsantrag Geri Müller (gp, AG) hatte keine Chance. Der Armeekritiker regte an, die Schweiz solle ihre friedensfördernden Massnahmen anderweitig gestalten als durch Präsenz im Krisengebiet. So müsse beispielsweise eine Friedenskonferenz einberufen werden und in der Konsequenz solle die Schweiz ihre Vertretung aus Sicherheitsgründen zurückziehen. Der Nationalrat lehnte diesen Rückweisungsantrag deutlich ab und das Geschäft wurde ebenso deutlich mit 145 zu 13 Stimmen genehmigt. Der Ständerat genehmigte auf Antrag seiner Kommission das Geschäft mit 37 befürwortenden Stimmen einstimmig.¹¹

BERICHT

DATUM: 31.12.2013
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Aus der **Bilanz über die Einsätze** der Schweizer Armee 2013 geht hervor, dass im Berichtsjahr 228'462 Dienstage in Einsätzen geleistet wurden (ohne reguläre Tagesordnung in Rekruten- und anderen, weiterführenden Schulen sowie Wiederholungskursen), was eine Reduktion von sieben Prozent gegenüber dem Vorjahr bedeutet. Eine grosse Anzahl Dienstage wurden im Rahmen von Friedensförderungseinsätzen im Ausland sowie Sicherungseinsätzen im Inland erbracht. Wichtigste Änderung im Vergleich zu 2012 war eine Verlagerung von sogenannten Sicherungseinsätzen hin zu Unterstützungsleistungen für Zivile. Dieser Trend wird sich fortführen, insbesondere weil der Bundesrat Ende Jahr die Verordnung über die Unterstützung ziviler oder ausserdienstlicher Tätigkeiten mit militärischen Mitteln (VUM) in Kraft gesetzt hatte. Unter diesen Bestimmungen erbrachte Dienste werden im Ausbildungsdienst erbracht, womit sie nicht mehr als „Einsätze“, sondern eben als Unterstützungsleistungen deklariert werden. Zusammen mit dem Einsatz zu Gunsten des 43. Jahrestreffens des World Economic Forum (WEF) in Davos waren 2013 insgesamt maximal 3'640 Angehörige der Armee im Einsatz (2012: 3'950). 95'127 Dienstage wurden in drei subsidiären Einsätzen geleistet. Neben dem Einsatz am WEF waren dies „AMBA CENTRO“ zum Schutz ausländischer Vertretungen in der Schweiz sowie der Einsatz „TIGER“, dem weitergeführten Teilprogramm zur Luftraumsicherung (Sicherheitsmassnahmen im Luftverkehr). Die Reduktion um gut 25'000 Dienstage ist dem Wegfall der Dienstleistung „LITHOS“ (Unterstützung des Grenzwachtkorps) geschuldet, welche per Ende 2012 eingestellt wurde (zum Auslandeinsatz SWISSCOY siehe hier).¹²

BERICHT

DATUM: 21.01.2020
DIANE PORCELLANA

L'armée tire un bilan positif de son **engagement subsidiaire de sûreté lors du 50e Forum économique mondial** (WEF). Pour assurer la sécurité dans le ciel, les forces aériennes ont utilisé des radars, des avions de combat et un système de défense aérienne basé au sol. Les forces terrestres ont soutenu les infrastructures de sécurité, la protection de personnes, le contrôle d'accès, la logistique et l'aide au commandement. Près de 4'900 militaires en service d'appui ont été mobilisés. Aucun incident majeur, ni de problème de sécurité sont à déplorer. Il a eu deux violations de l'espace aérien, sur les parties italienne et autrichienne de la zone restreinte pour le WEF.¹³

BERICHT
DATUM: 25.11.2020
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral souhaite accorder **plus de poids aux contributions fournies par la Suisse aux engagements de promotion militaire de la paix** – plus particulièrement, aux missions de reconnaissance effectuées par des drones ou les transports par hélicoptère. Il entend également étendre l'engagement sur le plan géographique et se concentrer davantage sur l'Afrique. Pour ce faire, il a donc chargé le DDPS de développer la promotion militaire de la paix sur la base des recommandations d'un rapport d'experts. En 2019, la conseillère fédérale Viola Amherd avait mandaté le groupe d'experts pour étudier les possibilités offertes à la Suisse pour orienter et développer son engagement en faveur de la paix en fonction de la situation internationale actuelle.

Le rapport propose huit recommandations pour répondre au mieux à la demande internationale et fournir des «contributions de haute valeur qualitative», comme par exemple des capacités de reconnaissance reposant sur des technologies avancées, des conditions d'engagement plus souples pour le recrutement de spécialistes ou encore l'envoi de spécialistes armés.¹⁴

Militärorganisation

BERICHT
DATUM: 31.12.1980
FRANÇOIS DA POZZO

Gesamtverteidigungsübungen finden alle drei Jahre statt. Ziel der Übung von 1980 (GVU 80) war es, die Zusammenarbeit zwischen zivilen und militärischen Stellen in wechselnden Lagen unter Zeitdruck zu proben. Der angestrebte Vorrang der zivilen Instanzen im Entscheidungsmechanismus kam im Einsatz eines fiktiven Bundesrates und eines Übungsparlamentes zum Ausdruck. Obschon nicht zuletzt auch die Bereitschaft zur Geheimhaltung geprüft wurde, waren Indiskretionen über gewisse, von der Linken als diskriminierend empfundene Bedrohungsszenarien nicht zu vermeiden. Über diese und die entsprechenden Proteste haben wir bereits an anderer Stelle berichtet.¹⁵

BERICHT
DATUM: 17.01.2007
ELIE BURGOS

Le DDPS a annoncé que la **part de militaires en service long** a augmenté de 60% **en 2006** par rapport à l'année précédente: elle a atteint 11% contre 7% en 2005. La grande majorité des militaires en service long a été engagée pour la protection des ambassades.¹⁶

Ausrüstung und Beschaffung

BERICHT
DATUM: 18.12.1982
BEAT JUNKER

In die Vernehmlassung ging der Vorentwurf für eine **Teilrevision des Bundesgesetzes über die Militärorganisation**. Sie würde ein zentrales Computersystem PISA ermöglichen, welches personelle Daten für Truppe und Militärverwaltung speichert. Ferner könnten Auslandeinsätze, namentlich im Rahmen der Katastrophenhilfe, Wehrmännern künftig unter bestimmten Voraussetzungen- als Dienstage angerechnet werden, und schliesslich erhielte der bisherige Frauenhilfsdienst als «Militärischer Frauendienst» ein eigenes Statut und gälte nicht mehr als blosser Hilfsdienst, wodurch er vielleicht an Attraktivität gewänne.¹⁷

1) Rapport sur la politique de sécurité de la Suisse

2) FF, 2003, p. 1305 ss.

3) Communiqué de presse du DDPS, 1.2.07.

4) BaZ, 21.4.07; LT, 21.4.07; FF, 2007, p. 4683 ss.; BO CN, 2007, p. 1218 s.; BO CE, 2007, p. 1154 s.

5) Communiqué de presse du DDPS, 31.1.08.

6) DDPS, Communiqué de presse, 9.1.09, 1.2.09 et 6.2.09.

7) DDPS, Communiqué de presse, 31.01 (WEF) et 24.10.10 (Francophonie).

8) Medienmitteilung VBS vom 30.1.11.

9) Schweizer Armee, Einsatzbilanz 2012.

10) Schweizer Armee, Einsatzbilanz 2012.

11) AB NR, 2013, S.1837ff.; AB SR, 2013, S. 1009f.; BBl, 2013, S. 7301 ff., 7313 ff.

12) Schweizer Armee, Einsatzbilanz 2013.

13) Communiqué de presse du DDPS du 10.1.20; Communiqué de presse du DDPS du 24.1.20; AZ, 14.1.20; SoZ, 19.1.20; Blick, 23.1.20

14) Rapport du DDPS du 9.11.20

15) Presse vom 16.01., 23.01.80; NZZ, 24.01.80; BaZ, 25.01., 26.01., 20.02.80

16) LT, 10.1.07.

17) NZZ, 18.12.82